

Arguments pour la lutte sociale n° 15 du 27 septembre 2015

L'aviation française a bombardé Daesh en Syrie

L'aviation française a bombardé, dit-elle, des bases de Daesh à Rakka, en Syrie.

Rappelons que cette intervention a été soutenue, sans vote, à l'Assemblée nationale, par le PS, par « Les Républicains », par le PCF (il faut « *bâtir une grande coalition contre Daesh sous mandat de l'ONU* » - François Assensi), par le Front National (il faut « *une intervention militaire au sol* » - communiqué de ses 2 députés).

Résumons la politique française :

1°) Armer l'Arabie saoudite et le Qatar et soutenir la « lutte antiterroriste » d'Erdogan en Turquie, qui tous financent, encadrent, arment Daesh ou l'ont financé, encadré, armé.

2°) Participer au blocus contre l'insurrection syrienne et la résistance syrienne qui se maintient en dépit de tout à Alep et dans des dizaines de villes tout en distillant des propos indignés hypocrites sur Bachar el Assad, l'ancien ami de Chirac et Sarkozy.

3°) Se livrer à des gesticulations pour montrer que l'impérialisme français existe encore au moment où impérialismes nord-américain et russe tentent de s'entendre entre eux et avec Bachar contre tous les peuples de la région.

4°) Par conséquent bombarder des villes, en affirmant avoir bombardé Daesh, ce qui reste à prouver ; ce faisant, multiplier les victimes civiles, déjà officiellement plus importante que les victimes « combattantes » dans les bombardements « anti-Daesh » des uns et des autres.

5°) Faire barrage à l'accueil des réfugiés.

Peut-on imaginer pire ? Honte à l'impérialisme français.

Macron démission !

M. Macron, ministre de l'Économie nommé par MM. Hollande et Valls, a déclaré à « qui voulait l'entendre » qu'il faut en finir avec le statut des fonctionnaires. C'est normal : M. Macron, avec M. Gattaz, veut en finir avec tous les statuts, avec le Code du Travail.

Avec le rapport Combrexelle, ils veulent transformer la loi égale pour tous par la loi du patron dans son entreprise.

Par ses déclarations contre la fonction publique, M. Macron a donné le contenu des « accords PPCR » (Parcours Professionnels, Rémunérations et Carrières) que Mme Lebranchu veut faire signer aux syndicats.

Ses propos ont suscité une réaction de la part de Mme Aubry : « *Ras-le-bol* ». Plusieurs dirigeants du PS ont appuyé cette réaction en supputant que l'exécutif pourrait la partager. Nous n'en croyons pas un mot : c'est en connaissance de cause que l'exécutif de la V^e République, qui porte aujourd'hui le nom de M. Hollande, a nommé Macron pour faire le sale travail et servir le cas échéant de fusible.

Un mouvement se développe pour « virer Macron », avec notamment Gérard Filoche qui a dédié un [site à une pétition](#) affichant cet objectif. Soyons clair : oui, chasser Macron serait un pas en avant, non pas pour « l'unité de la gauche » qui ne se refera pas, mais

pour l'unité réelle, celle des travailleurs, actifs, chômeurs, retraités, jeunes en formation, contre le patronat et le gouvernement. Et non, chasser Macron ne fera certainement pas les affaires ni de M. Gattaz, ni de M. Hollande. C'est donc un objectif sur lequel l'unité peut et doit se faire, en relation avec la défense du Code du travail contre le rapport Combrexelle, et en relation avec la défense de la Fonction publique contre les accords « PPCR » et la réforme territoriale.

Ceux qui disent : « il ne faut pas dire « *Dehors Macron* » car c'est Hollande qu'il faut virer » font en l'occurrence, qu'ils le veulent ou non, le jeu de Hollande car ils protègent son maillon faible, que l'on peut faire sauter. C'est précisément parce que la « bourde » d'Emmanuel Macron n'en est pas une que taper sur Macron, c'est taper sur Hollande.

L'objectif final est évidemment de battre Hollande pour battre ce régime, et donc avec lui de battre Sarkozy et Mme Le Pen dont il fait le jeu tout en utilisant cyniquement, bien que ceci ait de moins en moins d'efficacité, la menace de leur arrivée au pouvoir pour imposer sa politique patronale et antisociale. Or, la question de l'alternative politique si on « vire » Hollande est une vraie question, même si nous ne sommes certainement pas en Allemagne en 1933 comme certains tentent, sans trop y croire en vérité, de s'en convaincre. Le naufrage politique de toute la gauche officielle est total, et il n'y a pas d'alternative politique à ce niveau là. Virer Macron ne serait donc pas, comme le pense G. Filoche, un pas vers « l'unité de la gauche » « rose, rouge et verte », mais bien une défaite pour l'État capitaliste et pour le patronat.

C'est pour cela que nous appuyons son appel.

Abrogation de la réforme du collège ! PPCR : ne signez pas, et que la FSU retire sa signature !

Le samedi 10 octobre prochain les syndicats enseignants des lycées et des collèges ainsi que de nombreuses associations, comités de parents d'élèves, pans entiers de la FCPE ... appellent à une manifestation nationale sur le mot d'ordre : abrogation de la réforme du collège.

Malgré le fait que la grève sur cet objectif, du 17 septembre dernier, n'ait été appelée qu'après la rentrée (ce qui changeait tout : une rentrée sous le signe de la grève aurait été différente à l'échelle nationale), cette journée a vu le mouvement profond contre cette « réforme » se remettre en marche.

L'unité se construit par en bas. Dans tel collège, les personnels qui s'étaient fortement mobilisés en mai, puis que les longueurs consécutives, la répétition d'une grève similaire le 11 juin, et la rentrée, avaient commencé à décourager, se remobilisent pour la manif nationale et rédigent un tract pour les parents, non seulement du collège mais des écoles environnantes. Dans telles associations de parents d'élèves FCPE, la direction pro-gouvernementale n'arrive pas à interdire les prises de position conforme aux aspirations des parents pour une école publique ayant les moyens de l'être, contre la casse du caractère national ayant vocation à offrir les mêmes apports à tous les jeunes, que porte cette décisive contre-réforme. Le mouvement est engagé. Il est engagé, avec la lenteur d'un mouvement qui mesure les enjeux, qui comprend que gagner contre la réforme du collège, ce sera une claque centrale à toute la politique du gouvernement, identique à la politique de tous les gouvernements qui l'ont précédé et cherchant à la pousser jusqu'au bout, avec une rage d'incendiaire illettré, avant 2017. Il est engagé, et chaque étape du

calendrier officiel visant à formater les personnels et à former des « équipes » pour appliquer « la réforme » le fait et le fera monter d'un cran.

Par conséquent la discussion, dans les sections syndicales, dans les établissements, a commencé sur la nécessité de s'adresser à tous les parents, de généraliser et centraliser le mouvement, de se donner les moyens éventuels d'une grève prolongée, de construire un affrontement général sur cette question, parce qu'elle concentre la question de l'avenir de précarité que gouvernement et patronat, droite et gauche, veulent imposer à la jeunesse.

C'est exactement en sens inverse que s'est orientée la veille de ce 17 septembre la direction de la FSU, associant les dirigeants des deux tendances Unité et Action et École Émancipée dans une offensive commune contre les cadres syndicaux, souvent U&A ou apparentés, qui font vivre la FSU comme une Fédération unitaire de puissants syndicats de métier à tous les niveaux, dirigeants qui ont imposé à l'arraché, dans des conditions d'une illégitimité totale, le consentement des instances nationales de la FSU à la signature d'un accord d'intégration aux plans gouvernementaux contre la Fonction publique, accord « PPCR » dont le fondement a été exposé sans fard, quelques jours plus tard, par M. Macron, et qui vise à casser les statuts pour mettre en œuvre « réforme du collège » et « réforme territoriale ».

Pourquoi cet acharnement destructeur, destructeur de la FSU, de la part de ses propres dirigeants, aux côtés de ceux de la CFDT et de l'UNSA ? Cette question ne sera pas évacuée, l'éponge ne sera pas passée. Elles ne le seront pas, parce qu'elles ne peuvent pas l'être, pour deux raisons.

La première est cette reprise de la marche à l'unité réelle, unité par en bas des enseignants et des parents, unité des syndicats, pour l'abrogation de la « réforme du collège », déterminée à réussir la manifestation nationale du 10 octobre, déterminée de même à assurer la poursuite de l'extension et de l'approfondissement de la lutte après le 10 octobre.

La seconde est que la pression de fait des travailleurs, des syndiqués et des militants a déjà abouti, le 21 octobre, malgré une très faible consultation des instances syndicales de base, à ce que l'UIAFP (Union Inter-fédérale des Agents de la Fonction Publique) Force Ouvrière décide de ne pas signer, et à ce que la signature de la CGT apparaisse comme compromise, ce qui ne doit pas affaiblir le combat pour assurer qu'elle ne soit pas. Et si les Fédérations FO des Services publics et de la Santé, et la Fédération CGT des Services publics, ne peuvent pas signer, c'est parce que les nombreux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers de catégorie C qu'elles représentent savent ou découvrent que cet accord ferait baisser leur salaire net réel en supprimant les « avancements à la durée minimale ». Cela alors que l'argument pétri de christianisme social sur la charité envers les pauvres catégories C a été utilisé jusqu'à plus soif dans la FSU !

La position de la CGT doit être annoncée le 29 septembre. En l'état actuel des choses, une signature serait un coup d'État interne contre la démocratie syndicale, comme l'a été, mais en pire, ce qui vient de se produire dans la FSU. La non signature des deux confédérations ferait que l'accord ne serait pas majoritaire et donc, conformément à la loi Sarkozy de 2008 sur le « dialogue social » dans la fonction publique, pas applicable. Nul doute que le gouvernement tenterait d'en tirer argument pour bloquer, c'est-à-dire baisser, les salaires, comme il avait de toute façon l'intention de le faire. Mais les syndicats auraient, s'ils s'en donnent les moyens, les coudées franches pour agir. Y compris la FSU si sa signature illégitime est extirpée.

Agissons pour assurer la non signature de la CGT et le retrait de celle de la FSU.

Agissons pour une puissante manifestation le 10 octobre. 100.000 manifestants, et plus encore, c'est parfaitement possible !

* * *

C'est ainsi que virer Macron et abroger ses lois anti-sociales, ou imposer l'abrogation de la réforme du collège, sont en train, sous le double effet de la lutte d'en bas et de la crise en haut, de devenir des objectifs tangibles pour effectuer des pas en avant.

Toute opposition « gauchiste » à ces combats au nom du fait qu'on ne doit pas demander le moins car il faut avoir le plus revient *de facto* à protéger le gouvernement et le président que l'on prétend combattre.

Ces combats sont la voie concrète vers la perspective politique démocratique qui romprait tant avec l'Union Européenne qu'avec le régime de la V^e République.

Comme peuvent l'être toutes les luttes sociales, comme la grève appelée dans les Hôpitaux par CGT, FO, SUD et CGC le 1^{er} octobre (1) : la bataille politique pour leur généralisation et leur centralisation, qui implique la bataille politique pour l'indépendance des syndicats, contre les accords PPCR, la CES et la participation à la « conférence sociale », c'est la bataille qui alimente le mouvement social, pour lui permettre d'affronter et battre Macron, Valaud-Belkacem, Valls et Hollande AVANT 2017.

(1) La journée d'action du 8 octobre qui ne comporte aucun appel à la grève nationalement, est appelée par CGT, FSU et SUD sur le thème du « partage des ressources » sans un mot du pacte de responsabilité, de la loi Macron, etc. Nul doute que des militants et des sections locales tenteront de s'en saisir sur leurs objectifs à eux, mais n'est-il pas évident qu'elle n'est pas faite pour aller de l'avant ?

Pour une Europe des peuples solidaires qui ne paye pas la spéculation, qui n'impose pas l'austérité et qui accueille les réfugiés : rupture avec l'Union européenne et l'eurozone.

Pour une République démocratique, sociale et laïque, sans président ni préfets, où des élus responsables exercent le pouvoir sous le contrôle du mandat populaire : rupture avec la V^e République.

DANS CETTE VOIE, UNITÉ CONTRE LA POLITIQUE DE HOLLANDE ET VALLS :

- **restauration du Code du Travail et éviction du ministre Macron !**
- **abrogation de la « réforme du collège » !**
- **abrogation de la « réforme territoriale » !**

Pour cela, le combat pour l'indépendance syndicale est une question politique : la CGT ne doit pas signer l'accord PPCR contre la Fonction publique et la FSU doit retirer sa signature illégitime !

C'est ainsi que nous permettrons tous ensemble la véritable unité : celle de la grève et de l'affrontement social avec ce gouvernement, avant 2017, condition pour rouvrir une perspective politique !

* * *

Documents : l'appel de G. Filoche « Macron démission », la déclaration de l'UIAFP-FO contre la signature de l'accord PPCR, l'appel à la manifestation du 10 octobre pour l'abrogation de la réforme du collège.

* * *

Signez sur le site « www.macron-demission.fr » !

Des citoyens de gauche, issus de toute la France. Désireux de battre la droite et l'extrême droite. S'engagent pour l'union de la Gauche

Macron démission !

Trop c'est trop ! Ras le bol !

De déclarations en déclarations, Emmanuel Macron est devenu un obstacle criant à la défense élémentaire d'une politique de gauche.

Il s'en est pris en quelques semaines aux 35 h de tous les salariés, a permis la multiplication des CDD pour les jeunes, et le voilà qui propose de mettre fin aux statuts des salariés du privé comme du public.

Il trace, en fait, la voie d'une « **société sans statut** » : alignement vers le bas pour tous, flexibilité généralisée. Faut-il énumérer, outre les 308 articles de sa loi de déréglementation libérale tout azimut, les plus notables de ses provocations contre la gauche :

- appelant les « **jeunes à avoir envie de devenir milliardaires** »
- expliquant que « **son job n'est pas de défendre les emplois existants** »
- affirmant que « **les Britanniques ont la chance d'avoir eu Margaret Thatcher** »
- « **le chômage de masse en France c'est parce que les travailleurs sont trop protégés** » dit-il en Allemagne en vantant les lois Schröder-Hartz (ex PDG de Volkswagen)
- « **la France est en manque d'un roi** », écrit-il en philosophant dans la revue des « Deux Mondes »
- il qualifie ceux qui s'opposent à sa loi au sein du PS de « **foyer infectieux** »
- ses sorties contre le CDI, contre le droit protecteur des licenciements...
- enfin sa dernière sortie brutale contre le statut de la Fonction publique.

Stop, Stop, Stop ! Des ministres ont été écartés pour bien moins que cela ! Ce n'est pas supportable d'avoir des mises au point modérées, ou pire, des « *je le soutiendrai jusqu'au bout* ».

Si l'on veut sauver la gauche du désastre, il faut la sauver de Macron.

Si l'on veut l'unité de la gauche, ça ne peut être que sans Macron.

Nous appelons à ce qu'il parte, qu'il soit démissionné ou qu'il démissionne. Ce serait *LE* signal positif, indispensable, pour « *changer de cap* », revenir à des positions saines et unitaires pour toute la gauche. **Pour l'union, sans Macron !**

Avenir de la Fonction Publique - PPCR Un protocole inacceptable !!!

Après avoir consulté leurs instances respectives, les fédérations syndicales de fonctionnaires Force Ouvrière, composant l'UIAFP-FO, ont décidé de ne pas signer le protocole d'accord « Avenir de la Fonction publique - Parcours professionnels, carrières et rémunérations » proposé par la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, au nom du gouvernement.

Les constats sont sans appel :

1- La perte du pouvoir d'achat depuis le gel du point d'indice en 2010 (-8%) n'est pas compensée par les propositions gouvernementales (malgré la propagande ministérielle).

2- L'allongement des durées de carrière autofinance une revalorisation en trompe l'œil.

3- Un manque d'ambition pour améliorer la situation de tous les agents en place et pour garantir l'attractivité de la Fonction publique.

4- L'intégration d'une part des primes dans le traitement est insignifiante, et de fait très insuffisante.

5- La longueur du calendrier de mise en œuvre des mesures salariales est inadmissible car le gouvernement ne peut rien garantir après 2017.

Les syndicats et fédérations Force Ouvrière de la Fonction publique considèrent que ce protocole d'accord est insuffisant et n'offre pas la revalorisation attendue par les agents publics.

FO refuse, d'ores et déjà, la culpabilisation ou l'ostracisation des organisations syndicales indépendantes.

L'UIAFP-FO, non signataire des accords de Bercy ne s'estime pas liée par le principe de l'accord majoritaire que le gouvernement utilise quand cela l'arrange.

L'UIAFP-FO interpelle la Ministre de la Fonction publique, et plus largement le gouvernement, pour améliorer fortement ses propositions, notamment en revalorisant, immédiatement, la valeur du point d'indice.

Paris, le 21 septembre 2015.

Déclaration de l'intersyndicale collège Manifestation nationale le samedi 10 octobre 2015

Avec plus d'un tiers des personnels des collèges en grève le jeudi 17 septembre, les organisations syndicales du second degré SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT Educ'action, SNEIP-CGT, SNALC-FGAF, SIES-FAEN, SNCL-FAEN, CNGA et A&D CFE-CGC, SNUEP-FSU, SUNDEP Solidaires constatent que la mobilisation contre la réforme du collège est toujours aussi forte chez les personnels du second degré. Elles récusent l'acharnement de la Ministre et du gouvernement à refuser d'entendre ce rejet massif. Elles rappellent leur demande, à ce jour sans réponse, d'être reçues par la Ministre.

Elles restent déterminées à combattre cette réforme, à obtenir son abrogation et la réouverture de discussions sur d'autres bases.

Elles appellent les personnels à se réunir en assemblées générales, à multiplier les initiatives comme ils ont su le faire jusqu'à présent avec le souci de l'unité d'action. Elles soutiennent les collègues qui décident de reconduire la grève.

Elles refusent de s'associer à la mise en œuvre des plans de formation à la réforme. Elles engagent les collègues à refuser toute anticipation de mise en œuvre de la réforme sous quelque forme que ce soit, et en particulier à ne pas se porter volontaires pour les groupes de travail ou les formations.

L'intersyndicale appelle l'ensemble des personnels à une manifestation nationale à Paris le samedi 10 octobre 2015. Elle appelle les parents et les associations de spécialistes signataires de la pétition pour l'abrogation du décret à s'y joindre.

L'intersyndicale se réunira au lendemain de la manifestation.

Burkina-Faso : victoire populaire

La semaine dernière nous informions des très importants événements du Burkina Faso. Une semaine après on peut le dire : victoire populaire !

Certes, les chefs militaires, qui ont au dernier moment choisi de prendre les devants pour éviter la dislocation de l'armée aux côtés du peuple, les émissaires de la CEDEAO et les diplomates et conseillers français et nord-américains sont parvenus à sauver Diendéré et son Régiment de Sécurité Présidentielle pourtant cassé, divisé, terrorisé.

Mais le peuple n'est pas dupe. C'est à l'échelle de tout le pays, à un niveau supérieur à celui des événements ayant conduit à la chute de Compaoré, qu'il s'est mis en mouvement et a montré qu'il est capable de s'organiser.

Ce mouvement a un caractère national évident, celui de la construction et de l'affirmation d'une nation, par son union contre les exploiters locaux et étrangers. Ce caractère en fait un phare et un message pour toute l'Afrique. Au Sénégal, la jeunesse a commencé à manifester contre les manœuvres du président Macky Sall, cherchant comme émissaire de la CEDEAO à préserver Diendéré et la cohésion de l'armée contre le peuple.

Notons que tout a été fait dans la diffusion des informations en France pour que personne ne se rende compte qu'il s'est vraiment passé quelque chose au Burkina !

Le peuple peut, le peuple est capable, ce message est valable partout !

Élections législatives en Grèce

45% d'abstentions (le chiffre le plus élevé de l'histoire de la Grèce), droite et *Pasok* qui n'ont pas retrouvé leur électorat, et ce qui reste de *Syriza* reconduit au pouvoir, avec un large transfert de voix de l'ancien électorat populaire de droite vers *Syriza* et de *Syriza* vers l'abstention.

Ces résultats prévisibles ne comportent pas de quoi pavoiser pour les amis de Tsipras, c'est-à-dire que cela plaise ou non : les amis de la retraite à 67 ans, de la TVA à 23% et des privatisations de tout, capables de soutenir cela en Grèce et donc de le mettre en œuvre ailleurs.

Ce qui demande explication, c'est la défaite d'*Unité Populaire* qui ne franchit pas la barre des 3%. Seulement dire qu'ils n'ont pas eu le temps de s'organiser est un peu court, car l'urgence demande une orientation pour y faire face.

Disons tout d'abord que Tsipras, au compte du capital européen, est parvenu à infliger une défaite au peuple et aux travailleurs grecs, et que les défaites ne sont jamais propices à la percée de forces se voulant révolutionnaires.

Mais plutôt qu'une force se voulant révolutionnaire, *Unité Populaire* apparaissait pour ce qu'elle est : la réédition du *Syriza* des origines, du *Syriza* qui, jusqu'en juin de cette année, a gouverné avec la droite « souverainiste » (et du même coup mémorandiste !) d'ANEL sans y voir un problème majeur, en promettant de réaliser de grandes réformes et de résister aux « institutions » (troïka) sans toucher aux armateurs, aux papes et aux colonels.

Dans la situation d'urgence créée par les mesures barbares d'austérité et par la dissolution autoritaire du parlement, un programme d'action unitaire défensif n'était-il pas la véritable urgence politique ? Un programme appelant à élire des députés pour empêcher les privatisations, bloquer les prix, prendre les logements vides, défendre les syndicats, accueillir les réfugiés ...

La plate-forme électorale d'*Unité Populaire* comportait des éléments d'un tel programme, mais dans le cadre d'une ligne générale disant « votez pour nous et nous sortirons de la zone euro ». L'idée que la rupture avec l'euro serait le sésame magique

permettant à elle seule d'engager la rupture avec le capital vient de faire à son tour faillite en Grèce, après que la volonté de rester à tout prix dans la zone euro ait montré toute sa capacité de nuisance destructrice cet été. Même si elle s'avère nécessaire la rupture avec l'euro ne saurait être l'alpha et l'oméga d'une politique démocratique. De plus, *Unité Populaire* l'assortissait d'une traditionnelle rhétorique « géopolitique » sur les BRICS et la Russie nourrissant les pires illusions envers des régimes capitalistes, et divisant le peuple grec de ses voisins ukrainiens ou syriens, qui devraient être ses alliés.

Bref, *Unité Populaire* exhibait toutes les faiblesses de *Syriza* telle qu'elle était jusqu'au début de juillet dernier, il n'y a pas un trimestre. Et bien que *Syriza* comme parti ait été cassé par Tsipras et que la plus grande partie de ses forces vives militantes soient effectivement passées à *Unité Populaire*, l'électorat populaire n'a pas vu l'intérêt de refaire un *Syriza* bis et soit s'est abstenu, soit a voté pour le *Syriza* n° 1, sans illusions.

En prime, l'incapacité des dirigeants des factions de gauche et d'extrême-gauche à s'unir même dans ces circonstances, en empêchant l'union électorale d'*Unité Populaire* et d'*Antarsya*, a maintenu *Unité Populaire* sous le seuil des 3%, les empêchant tous deux d'avoir des élus.

Nous ne prétendons pas qu'avec une orientation se dégageant des éternelles illusions de *Syriza* et de leur revers, la fétichisation de la « sortie de l'euro », *Unité Populaire* aurait gagné, mais il est probable qu'aurait été évité ce qui apparaît aux militants comme une nouvelle défaite, d'autant plus lourde que cette fois-ci c'est la leur.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.